

**Commission:** Sommet UE sur l'Environnement

**Problématique:** Blue new deal 2024 : comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen ?

**Auteur:** Danemark

Membre de l'Union Européenne depuis 1973 et de l'espace Schengen depuis 2001, le Danemark fait partie des pays scandinaves en Europe avec la Norvège, la Suède, la Finlande et l'Islande. Entouré de la mer baltique, le pays n'a qu'une frontière terrestre avec l'Allemagne.

Le Danemark est une monarchie constitutionnelle depuis 1849 dans laquelle le monarque Frederik X est, depuis 2024, formellement le chef de l'État, mais il ne s'agit là que d'une position plutôt symbolique. Actuellement, le pays est dirigé par la première ministre Mette Frederiksen, suite à la victoire de son parti aux élections législatives de 2019, le parti social-démocrate. Parti de centre-gauche, elle gouverne avec une coalition formée avec le Venstre, parti de gauche, et les Modérés, parti de centre-droite. Mette Frederiksen affirme que la lutte contre le réchauffement climatique est le combat prévalent au Danemark avec, pour objectif, la neutralité climatique d'ici à 2045, soit 5 ans plus tôt que l'Union Européenne. Ainsi, le Danemark est un pays de plus en plus europhile et est favorable à un approfondissement de l'intégration européenne.

L'eau, notamment l'eau douce et potable, n'est pas un simple produit commercial, elle est aussi un bien commun et une ressource limitée qui doit être protégée et utilisée de manière durable, tant sur le plan de la qualité que de la quantité. Le Danemark fait partie de nombreux programmes de protection et gestion de l'eau dans l'Union Européenne dont par exemple la stratégie pour la région de la mer baltique en 2009. Elle est cependant soumise à des pressions de divers secteurs, comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les transports et l'énergie qui rendent difficile sa gestion. De plus, le Danemark connaît une violente sécheresse de 90% depuis 2006, notamment dû au réchauffement climatique et à une réduction importante des précipitations. Cette crise pose donc de vrais problèmes quant à la gestion de l'eau pour la commission européenne et les États membres de l'UE: comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères face aux dangers tels que la pollution et les divers secteurs tels que l'industrie ou le tourisme? Puis comment couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen face à la forte demande? Finalement, comment assurer la meilleure qualité possible pour l'eau? En outre, comment assurer une gestion durable de l'eau?

Grâce à nos politiques rigoureuses, nous avons réussi au Danemark à mettre en place de l'eau potable sur tous les robinets du territoire et une des meilleures en Europe grâce à une gestion de l'eau rigoureuse. Celle-ci repose sur plusieurs aspects. D'une part, nous avons mis en place une coopération entre les différents secteurs que sont les autorités publiques, le secteur privé et les gestionnaires hydrauliques grâce à la loi relative à l'aménagement du territoire. D'une autre part, nous avons mis en place une forte catégorisation de l'eau, qui a notamment lieu par une cartographie des cours d'eau tels que les fleuves, les nappes phréatiques ou les lacs grâce à une de nos lois, la loi de protection de la nature. Ainsi, nous proposons, afin de mener une meilleure gestion de l'eau potable en Europe, autant quantitativement que qualitativement, de mettre en place des lois similaires aux nôtres, communes à tous les états-membres. Cela revient notamment à catégoriser tous les points d'eau, salés ou doux, potables ou non, afin d'éviter leur pollution et de minimiser les pertes puis d'une autre part à renforcer la coopération entre secteurs privés et publics mais également la coopération transfrontalière. Nous sommes prêts à partager notre expertise afin de permettre ce que l'on souhaite au Danemark, soit une eau potable dans tous les robinets et seulement dans les robinets, ce notamment afin de se débarrasser des bouteilles d'eau en plastique.

Face au problème émergent majeur qu'est le changement global, il nous semble d'une exigence primordiale de réagir face à celui-ci en conséquence. Le réchauffement climatique a d'énormes conséquences sur la gestion de l'eau, affectant sa quantité et sa qualité et faisant de celle-ci un problème encore plus crucial. Au Danemark comme dans de nombreux pays, les précipitations se font rares. Nous pensons donc primordial d'innover et d'adapter les infrastructures liées à la gestion de l'eau aux défis de demain. Nous pensons notamment aux infrastructures de stockage suite à la réduction importante des précipitations ou encore aux infrastructures de protection des nappes phréatiques par exemple face aux événements tels que les inondations ou les tempêtes de plus en plus violentes qui risquent de polluer l'eau.

Enfin, le Danemark s'efforce de promouvoir une approche de l'économie circulaire pour la gestion de l'eau, en encourageant la réutilisation des eaux usées traitées dans l'agriculture, l'industrie et les espaces verts urbains ou d'autres techniques telles que le lagunage naturel. Nous sommes dotés de technologies vertes de pointe qui nous permettent le meilleur traitement des eaux usées possible. En effet, nous investissons dans des technologies de traitement avancées permettant de produire de l'eau recyclée de haute qualité à partir des eaux usées. Cette eau recyclée peut être utilisée pour l'irrigation agricole, l'approvisionnement en eau industrielle ou même pour des applications domestiques non potables, réduisant ainsi la pression sur les ressources en eau douce. Nous proposons donc de mettre en place à l'échelle européenne, à notre modèle, une économie circulaire pour la gestion de l'eau par la mise en place d'investissements importants dans les technologies vertes afin de libérer une grosse pression existante. Nous pouvons encore ici partager notre expertise afin de faciliter le processus.

En conclusion, le Danemark se veut de plus en plus europhile et nous souhaitons une meilleure coopération entre différents secteurs publics et privés ainsi qu'entre États-membres avec des investissements plus importants dans les infrastructures. Nous pensons que la base d'une bonne gestion de l'eau réside dans la bonne entente et collaboration des différentes parties.